



67^{ème} session de l'Assemblée générale
5^{ème} commission

Points 140 et 129 de l'ordre du jour

Rapport d'activité du BSCI
Examen de l'efficacité: rapport annuel du CCIQA
Report on OIOS activities
Review of efficiency: IAAC annual report

New York, le 8 octobre 2012

Déclaration de M. Matthias Dettling, deuxième secrétaire

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Pour commencer, je tiens à saluer la présentation du rapport du Bureau des services du contrôle interne (BSCI) pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, de même que le rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA), qui couvre la période du 1er août 2011 au 31 juillet 2012, et le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) intitulé « La fonction d'enquête dans le système des Nations Unies ».

Nous aimerions féliciter la Secrétaire générale adjointe Madame Carman Lapointe pour être parvenue à réduire davantage le nombre de vacances de postes dans son service et avoir développé des stratégies de centralisation de certaines fonctions administratives. Nous saluons aussi son initiative qui consiste à faire évaluer les trois divisions du BSCI par une agence externe. C'est avec grand intérêt que nous prendrons connaissance des résultats de cette évaluation.

En ce qui concerne le contenu des deux rapports annuels, nous limiterons nos commentaires à trois points principaux: l'analyse des tendances des risques recensés à l'occasion des audits internes ; la gestion globale des risques ; et l'évolution de la fonction de contrôle dans son ensemble ces dernières années.

Au cours de la période sous revue, le BSCI a, une fois de plus, été très productif et effectué un grand nombre d'audits. Au vu de ce travail impressionnant, nous estimons qu'il est nécessaire d'examiner non seulement les différents rapports d'audit, mais également les schémas et tendances que les résultats d'audits révèlent. Le BSCI intègre maintenant à son rapport annuel une analyse des

tendances des risques recensés à l'occasion des audits internes. Ceci constitue certainement un pas dans la bonne direction. Nous encourageons le BSCI à affiner davantage cette analyse des tendances, de manière à en faire un instrument pertinent et efficace pour informer les Etats membres des secteurs à haut risque et des points spécifiques de ces secteurs exigeant d'eux une attention toute particulière. Parallèlement, l'analyse des tendances devrait permettre au BSCI de déterminer de manière plus stratégique les domaines prioritaires à passer en revue.

La Suisse et le Liechtenstein soutiennent les recommandations du CCIQA sur la gestion globale des risques. Depuis des années, le CCIQA nous rappelle avec constance la nécessité de renforcer la gestion globale des risques au sein du Secrétariat. Nous sommes convaincus que de nombreux problèmes rencontrés par le passé, dont certains ont eu de sérieuses conséquences financières, auraient pu être évités, ou du moins atténués, si une approche plus systématique des risques avait été mise en place. Maintenant qu'un dispositif de gestion des risques a été développé, nous encourageons le Secrétaire général à en accélérer l'application à tout le Secrétariat et à mettre à disposition les capacités de soutien nécessaires à cette importante tâche.

Notre troisième et dernier point porte sur la fonction de contrôle dans son ensemble. Le BSCI a connu un certain nombre de changements ces dernières années. Sa culture d'entreprise a évolué considérablement. Dans cette perspective, nous estimons qu'il serait opportun que le CCIQA mène une réflexion sur l'évolution des rapports entre le BSCI et l'administration. Par ailleurs, nous espérons qu'avec l'adoption de la résolution 66/232B de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes accordera une importance croissante aux audits de performance, qui relèvent traditionnellement du domaine du contrôle interne. Nous relevons aussi que le Corps commun d'inspection a effectué davantage d'évaluations ayant un lien direct avec les activités du Secrétariat. A la lumière de ces éléments, nous constatons un besoin croissant de renforcer la coordination entre ces trois organes de contrôle. A cet égard, nous nous souhaiterions solliciter l'avis du CCIQA sur comment assurer cette coordination de manière optimale.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

I would like to begin by welcoming the introduction of the report of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on its activities for the period from 1 July 2011 to 30 June 2012, the report on the activities of the Independent Audit Advisory Committee (IAAC) for the period from 1 August 2011 to 31 July 2012 as well as the report of the Joint Inspection Unit (JIU) entitled "The investigations function in the United Nations system".

At the outset, we would like to commend Under-Secretary-General Carman Lapointe for having made further progress in reducing the vacancy rate in her Office while at the same time developing strategies to centralize certain administrative functions, as appropriate. We also welcome her initiative to assess all three divisions by an external agency and look forward to the results of these external reviews.

On the more substantive aspects of the two annual reports, we will limit our comments to three main points: the internal audit risk trend analysis, enterprise risk management and the evolution of the oversight function as a whole over the last few years.

In the period under review, OIOS has, once again, been very productive, and conducted a sizeable number of audits. In light of this impressive volume of work, we believe that it is also necessary to not only look at individual audit reports and recommendations, but also at the patterns and trends of audit results. The internal audit risk trend analysis which OIOS has conducted, and is now part of the annual report, is certainly a step in the right direction. We encourage OIOS to further refine its analysis of risk trends so that it becomes a relevant and effective tool for Member States to be better informed about areas of high risk, and the specific issues within these high-risk areas that may require the attention of Member States. At the same time, the trend analysis should allow OIOS to take a more strategic approach in determining which areas need to be audited as a matter of priority.

On enterprise risk management, Switzerland and Liechtenstein support the recommendations made by the IAAC. For a number of years now, the IAAC has been consistently reminding us of the need for strengthening enterprise risk management in the Secretariat. We are convinced that many problems - some with serious financial consequences - that we have seen in the past could have been avoided, or at least mitigated, had a more systematic approach to managing the many risks our Organization is exposed to been in place. Now that a risk management framework has been developed, we encourage the Secretary-General to accelerate its implementation across the entire Secretariat and to dedicate the necessary support capacity to this important endeavor.

Our third point relates to the oversight function as a whole. OIOS has undergone a number of changes in the last few years. Its business culture has evolved significantly. We believe that the IAAC would be well placed to reflect upon the evolving relationship between OIOS and management. In addition, we expect that with General Assembly resolution 66/232B the UN Board of Auditors will place increasing emphasis on performance audits, traditionally a domain of the internal oversight function. Also, the Joint Inspection Unit has been carrying out more evaluations that are of immediate relevance to the Secretariat. There is therefore an increasing need for coordination among the three oversight bodies in question. We would be interested in soliciting the advice of the IAAC on how to best ensure optimal coordination.

Thank you, Mr. Chairman.